

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Articles L2123-1 et R2123-1 à 8 du Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux de restructuration et mise aux normes de la stérilisation du CHU
Rouen Normandie

REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 09/05/2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	5
3.1 - PROCEDURE DE PASSATION.....	5
3.2 - FORME DU CONTRAT	5
3.3 - FORME DES PRIX	5
3.4 – ALLOTISSEMENT.....	5
3.5 - LIEU D’EXECUTION	5
3.6 - DUREE DU CONTRAT - DELAI D’EXECUTION	5
3.7 - CODE CPV	6
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
4.1 - VARIANTES	6
4.2 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	6
4.3 - TRANCHES	6
4.4 - PHASES	6
4.5 - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC ET MARCHES COMPLEMENTAIRES ET SIMILAIRES	7
4.6 - LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS.....	7
4.7 - UNITE MONETAIRE.....	7
4.8 - VISITE DES LIEUX	7
4.9 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT.....	7
4.10 - FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	8
4.11 - SOUS-TRAITANCE.....	8
4.12 - MARCHES PUBLICS RESERVES.....	9
4.13 - DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS.....	9
ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D’OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) .	9
4.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
4.2 - MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	10
ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATION DU DCE.....	10
5.1 - POINT DE CONTACT	10
5.2 - RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRES	10
5.3 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	11
ARTICLE 6 - PRESENTATION DES PROPOSITIONS.....	11
6.1 - JUSTIFICATIFS DE CANDIDATURE	11
6.2 - CONTENU DE L'OFFRE	13
6.3 - DOCUMENTS SUPPLEMENTAIRES	14
6.4 - RAPPEL SUR L’ACTE D’ENGAGEMENT ET SES PIECES ANNEXES	14
ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	14
7.1 - TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE	15
7.1.1 - Copie de sauvegarde.....	15
7.1.2 - Signature du marché public.....	15
7.2 - NON-RESPECT DES DATE ET HEURE LIMITES	15
ARTICLE 8 - NEGOCIATION	15
ARTICLE 9 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES.....	16
9.1 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	16
9.2 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	16
ARTICLE 10 - ECHANTILLONS	17

ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHE	17
ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS.....	18
ARTICLE 13 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	18

ARTICLE 1 - ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur :

CHU ROUEN NORMANDIE
Direction des Travaux et des Services Techniques – Sécurité incendie
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1

Site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La maîtrise d'œuvre :

Architecte mandataire :

- **AFE Architecte**
81 rue Saint Charles
75015 PARIS

Bureau d'études (chauffage, ventilation, climatisation, traitement de l'air, fluides médicaux, électricité) :

- **EBATEC**
3 rue Barthélémy Thimonnier,
78120 RAMBOUILLET

Spécialiste et conseil stérilisation :

- **MVO**
11 place des Comtes du Maine
72000 LE MANS

Economiste de la construction :

- **Cabinet Andriot**
49 rue du Rocher
75008 Paris

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation porte sur des **travaux de restructuration et mise aux normes de la stérilisation du CHU Rouen Normandie**.

Il s'agit d'un **marché public de travaux**.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chacun des lots (CCTP).

Pour toute la durée du chantier, le CHU Rouen Normandie et tous ses services doivent pouvoir fonctionner sans aucune perturbation 24H/24. Le projet est envisagé en zone occupée et mitoyenne à des locaux en activité, avec poursuite de l'activité sur tous les niveaux et les services contigus pendant la durée des travaux.

Le marché inclut la fourniture et la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une **procédure adaptée** avec publication en application des articles L2123-1 et R2123-1 à 8 du Code de la commande publique.

3.2 - Forme du contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

3.3 - Forme des prix

Le marché public est traité à **prix global et forfaitaire tel que mentionné à l'Acte d'Engagement** et les prestations effectuées par le titulaire sont rémunérées sur cette base.

3.4 – Allotissement

Les travaux sont répartis en lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

- Lot n°1 : Curage/désamiantage/gros œuvre/étanchéité
- Lot n°2 : Panneaux Industriels
- Lot n°3 : Faux plafonds - cloisons
- Lot n°4 : Menuiserie intérieure bois
- Lot n°5 : Sols Souples
- Lot n°6 : Peinture
- Lot n°7 : Electricité
- Lot n°8 : CVC, plomberie et fluides médicaux

Les soumissionnaires sont autorisés à présenter une offre pour :

☐ un seul lot

☒ un ou plusieurs lots

☐ tous les lots

Chaque lot est attribué séparément dans les conditions définies au présent règlement de consultation.

3.5 - Lieu d'exécution

Les travaux sont situés à l'adresse suivante :

Site	Adresse
CHU ROUEN NORMANDIE	1 rue de Germont
	Accès travaux : 76000 ROUEN

3.6 - Durée du contrat - Délai d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 34 mois (inclus les 4 mois de préparation de chantier) à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage prescrivant à l'Entrepreneur de commencer l'exécution des travaux.

Le marché fixe pour chacun des ouvrages, parties d'ouvrage, des délais d'exécution distincts du délai d'exécution global. Ces délais d'exécution distincts s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution et joint au dossier de consultation.

Une **période de préparation est prévue d'une durée de 4 mois** par dérogation à l'article 28-1 du CCAG Travaux. Elle est incluse dans le délai d'exécution.

Le délai d'exécution comprend l'ensemble des actions nécessaires à l'exécution des travaux et notamment :

- La période de préparation,
- L'installation du chantier, son repliement, le nettoyage des lieux,
- Les congés payés,
- La remise en état des terrains et des lieux.

La décomposition prévisionnelle par lot s'effectuera selon le planning prévisionnel d'exécution.

Un planning définitif sera établi lors de la période de préparation.

3.7 - Code CPV

Le code CPV pour cette consultation est le **45113000 – Travaux de chantier**.

Lots	Code CPV
Lot n°1 : Curage/désamiantage/gros œuvre/étanchéité	45262660 / 45223220
Lot n°2 : Panneaux Industriels	45421141-4
Lot n°3 : Faux plafonds - cloisons	45421146-9
Lot n°4 : Menuiserie intérieure bois	45421000-4
Lot n°5 : Sols Souples	45432111-5
Lot n°6 : Peinture	45442100-8
Lot n°7 : Electricité	45311200-2
Lot n°8 : CVC, plomberie et fluides médicaux	45331000-6 / 45330000-9

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 - Variantes

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché public ne comprend pas de prestation supplémentaire éventuelle.

4.3 - Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.4 - Phases

Le marché se décompose selon les phases suivantes :

- Phase 1,
- Phase 2,
- Phase 3
- Phase 4,
- Phase 5a
- Phase 5b

- Phase 6

Le plan phasage est disponible dans les pièces graphiques, correspondant à la pièce « 269_AFE_DCE-003 Plan Phasage RDJ A0 ».

4.5 - Modifications au marché public et marchés complémentaires et similaires

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

4.6 - Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en **langue française**.

4.7 - Unité monétaire

Le CHU Rouen Normandie conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : **euro(s)**.

4.8 - Visite des lieux

L'opérateur économique est réputé, lors de la remise de son offre :

- Avoir pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que du site, lieu, tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, et de l'environnement dans lequel se dérouleront les travaux et les sujétions particulières d'intervention.

Une visite du site est obligatoire

Le point de rendez-vous est :

CHU ROUEN NORMANDIE
DTST-SI
Cour d'honneur - Porte G5 - 1er étage
1 rue de Germont – 76000 ROUEN

La visite des lieux sera organisée selon le calendrier suivant :

22 avril 2025 à 10h30
23 avril 2025 à 10h30
29 avril 2025 à 10h30
30 avril 2025 à 10h30

4.9 - Modalités de financement et de paiement

Les dépenses relatives au présent marché public sont financées par imputation au budget propre du CHU Rouen Normandie.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement, dans le délai global de paiement de 50 jours et dans les conditions fixées au CCAP.

4.10 - Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le CHU Rouen Normandie.

Conformément aux articles R2142-19, R.2142-21 à R2142-23 du Code de la commande publique, le CHU Rouen Normandie ne peut exiger au moment de la présentation des offres et des candidatures que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée.

En revanche et conformément à l'article R2142-22 du Code de la commande publique, en cas d'attribution du marché à un groupement d'opérateurs économiques, le CHU Rouen Normandie exigera après l'attribution du marché public que le groupement d'opérateurs économiques soit conjoint avec solidarité du mandataire dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution.

En application de l'Article 3.5.1 du CCAG Travaux, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement conjoint dans les obligations contractuelles.

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique individuel, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le CHU Rouen Normandie.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

→ Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

- En qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

→ Forme juridique que devra revêtir les groupements d'opérateurs économiques, attributaires du (des) marché(s) public(s) :

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

4.11 - Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance sous réserve du respect du Code de la commande publique (articles L2193-1 à L2193-14 et articles R2193-1 à R2193-22 dudit Code).

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit au CHU de Rouen une déclaration mentionnant :

- a) Le formulaire DC4 daté et signé
Bla nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;

- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.12 - Marchés publics réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R2113-7 et R2113-8 du Code de la commande publique.

4.13 - Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de **120 jours à compter de la date limite** fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

4.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

1. Le présent **Règlement de la consultation** (RC) ;
2. L'**Acte d'engagement** (AE) du lot concerné et ses éventuels annexes, dont les exemplaires conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seule foi ;
3. Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP), commun à tous les lots et son annexe :
 - Annexe n°1 : fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
4. Les **Cahiers des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) des lots n°1 à n°8 et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Recommandation du service d'hygiène hospitalière
 - Annexe n°2 : Charte chantier faible nuisance
 - Annexe n°3 : Cahier des charges AUTOCAD 2024
 - Annexe n°4 : Manuel utilisateurs DTS
5. Les **Bordereaux de décomposition du Prix Global et Forfaitaire** des lots n°1 à n°8 ;
6. Le **dossier de plans** (pièces graphiques) ;
7. Le **planning prévisionnel général** des travaux ;
8. Le **Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures** réalisés par SEPAQ ;
9. Le **diagnostic amiante avant travaux** ;
10. Le **cahier des charges fonctionnels SSI** ;

4.2 - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles R2132-2 et R2132-4 à 2132-5 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques téléchargeront **les pièces écrites et graphiques du dossier de consultation des entreprises (DCE)** à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'identification permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATION DU DCE

5.1 - Point de contact

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – **Médiateur interne et Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

Le rôle du correspondant PME vise à être sollicité par les entreprises pour leur ouvrir les contacts au sein du CHU de Rouen. Ce correspondant peut également être contacté en cas de demande de renseignement d'ordre administratif général (pour toutes questions relative à une consultation précise merci de se référer à l'article 5.2).

5.2 - Renseignement complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir **au plus tard 08 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements d'ordre administratif et technique pourront être obtenus uniquement par voie électronique, en utilisant le lien « Déposer une question » figurant sur la page de détail du marché public à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les renseignements complémentaires ne peuvent pas être obtenus par mail ou par télécopie.

Le lien internet ci-avant n'est accessible que pour les candidats disposant d'un compte sur le portail et ayant retiré le DCE de la présente procédure.

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.
Par souci d'équité toute question posée par voix téléphonique ne recevra aucune réponse.

5.3 - Modification de détail au dossier de consultation

Le CHU Rouen Normandie se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 06 jours avant la date de remise des offres**, des modifications de détails au dossier de consultation des entreprises.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever la moindre réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 - PRESENTATION DES PROPOSITIONS

Le dossier à remettre par chaque soumissionnaire comprendra les pièces suivantes :

6.1 - Justificatifs de candidature

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
La lettre de candidature modèle DC1 ou équivalent La lettre de candidature en version originale datée par la personne habilitée à engager le candidat, et en cas de groupement d'opérateurs économiques, mentionnant les coordonnées de chacun des membres, le nom du mandataire, la répartition des prestations entre les membres (pour les groupements conjoints) l'habilitation éventuelle du mandataire à signer la candidature.
Le numéro unique d'identification ou extrait KBIS de moins de 3 mois
Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique Conformément à l'article L.2141-12 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire, en cours d'exécution du marché public, est placé dans l'une des situations ayant pour effet de l'exclure des marchés publics, le marché sera résilié aux torts dudit titulaire à compter du jour de la réception par ce dernier de la notification de la résiliation.
Une délégation de signature faisant mention de la/des personne(s) habilitée(s) à signer toutes les pièces relatives à la candidature et l'offre

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
<p>Déclaration du soumissionnaire modèle DC2 ou équivalent Le ou les documents et renseignements permettant de vérifier l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et d'évaluer les capacités économiques et financières et les capacités techniques et professionnelles du candidat.</p>
<p>La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet de la présente consultation, réalisés au cours des trois derniers exercices (sauf si ces renseignements figurent sur le DC2)</p>

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le CHU Rouen Normandie accepte que le candidat présente sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
<p>Liste des principales références effectuées au cours des cinq dernières années pour des travaux de nature équivalente (en stérilisation) indiquant le montant, la date et le destinataire et leur durée. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.</p>
<p>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat</p>
<p>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</p>
<p>Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou les qualifications professionnelles dans la mesure du possible. (Se référer au tableau ci-dessous)</p>

LOT	INTITULE	QUALIFICATIONS SOUHAITEES QUALIBAT, QUALIFELEC, RGE, LABELS OU EQUIVALENTES
1	Curage/désamiantage/gros œuvre/étanchéité	2211, 1552, 1161, 3211, 3512
2	Panneaux industriels	9132
3	Faux plafonds - cloisons	4132, 6611
4	Menuiserie intérieure bois	4322, 9132, 9112
5	Sols Souples	6223

6	Peinture	6111
7	Electricité	CFO CFA MGTI
8	CVC, plomberie et fluides médicaux	5313, 5122, 5112

Pour les **lots n°1, n°2, n°3, n°4, n°6, n°7 et n°8**, les candidats devront produire des attestations de formation amiante pour les travaux en sous-section 4 : **attestation opérateur de chantier, encadrement de chantier et encadrement technique**.

Si un candidat ne dispose pas des attestations de formation amiante pour les travaux en sous-section 4, il devra à l'appui de son dossier de candidature, présenter un sous-traitant disposant desdits attestations

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessus sauf le modèle DC1, commun au groupement.

Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le CHU Rouen Normandie accepte que le candidat présente sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Documents en lien avec le détachement des salariés étrangers :

- Conformément aux articles D8222-4 et D8222-5 du Code du travail, le titulaire du marché devra fournir, **tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché**, une **attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF** ainsi que la **liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail** prévue à l'article L5221-2 du Code du travail,
- Conformément à la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, les employeurs établis à l'étranger (titulaire ou sous-traitants), qui détachent des salariés en France, doivent fournir au CHU Rouen Normandie, avant le début d'exécution des prestations et avant le début de chaque détachement, une **copie de la déclaration de détachement** conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une **copie du document désignant leur représentant en France** mentionné à l'article R1263-2-2 du Code du travail.

Pour un soumissionnaire établi ou domicilié à l'étranger, ce dernier doit fournir au CHU Rouen Normandie l'ensemble des documents décrits au sein de l'article D8222-7 du Code du Travail.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 - Contenu de l'offre

- L'**Acte d'engagement** pour les lots concernés et ses annexes éventuels, dont les exemplaires conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seule foi,
- La **Bordereaux de décomposition du Prix Global et Forfaitaire** du lot concerné,

La Décomposition du Prix Global et forfaitaire est à renseigner **sans n'y apporter aucune modification**. Il est rappelé que **tous les postes prévus** dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire doivent obligatoirement être renseignés par les soumissionnaires.

- Le **mémoire technique du soumissionnaire** comprenant les éléments suivants :
 - Références (équivalente nature du projet (en stérilisation) et travaux phasés),

- Méthodologie travaux en phases,
- Moyens humains (avec encadrement) et matériel pour respecter le planning,
- Disposition pour maintien activité y compris disposition respect hygiène et disposition nuisances sonores
- Ensemble des fiches techniques
- Un **Relevé d'Identité Bancaire (RIB)**.

L'ensemble des documents devront être complétés, par les représentants qualifiés du soumissionnaire au marché.

6.3 - Documents supplémentaires

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché public, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans une troisième sous-pochette, les documents suivants :

1. Les attestations fiscales et sociales

- Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année écoulée.

Soit :

- Une **attestation de régularité fiscale en cours de validité** (moins de 3 mois)
- Une **attestation URSSAF en cours de validité** (moins de 6 mois)
- Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

2. L'attestation d'assurance civile en cours de validité

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le soumissionnaire retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le CHU Rouen Normandie.

6.4 - Rappel sur l'acte d'engagement et ses pièces annexes

Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) est à renseigner, sans n'y apporter aucune modification. Le montant de l'offre à faire figurer à l'acte d'engagement correspondra à la somme algébrique des montants portés sur la DPGF. Toutefois, si les soumissionnaires estiment que des corrections méritent d'être apportées au cadre de décomposition des prix, ils établiront un document écrit distinct sur lequel seront portées leurs observations par référence au cadre du dossier de consultation, ce qui ne les dispense pas de remplir intégralement la DPGF. comme demandé ci-avant.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les soumissionnaires doivent impérativement répondre de façon dématérialisée.

7.1 - Transmission des offres par voie dématérialisée

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les soumissionnaires ont l'obligation de déposer leur pli, contenant les candidatures et les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées aux articles 6.1, 6.2 et 6.3 ci-avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent règlement de consultation, sur le site Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune transmission par voie postale ou en main propre ne sera acceptée (hors copie de sauvegarde). Toute transmission des plis par une autre voie que le profil d'acheteur (postale, main propre, mail...) entraînera le rejet de l'offre.

7.1.1 - Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « **copie de sauvegarde** » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire.

Elle est transmise à l'adresse suivante :

CHU ROUEN NORMANDIE
Direction des achats, de l'hôtellerie, de la logistique et de l'ingénierie biomédicale
Cellule juridique des contrats
Cour d'honneur - Porte G5 - 1^{er} étage
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1

7.1.2 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la **signature manuscrite** du marché.

7.2 - Non-respect des date et heure limites

Les plis doivent parvenir au plus tard **avant les dates et heure limites indiquées sur la première page du présent règlement**.

Les plis sous forme numérique parvenant après la date et l'heure limite fixées seront détruits.

ARTICLE 8 - NEGOCIATION

Conformément à l'article R2123-5 du Code de la commande publique, le CHU Rouen Normandie se réserve le droit de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires dont la candidature a été jugée recevable.

Toutefois, le CHU Rouen Normandie se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de non remise d'offre suite négociation, l'offre initiale sera conservée.

En cas de négociations, les formes et les conditions de celles-ci seront les mêmes pour l'ensemble des soumissionnaires, ils en seront informés via l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 9 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES

9.1 - Critères de sélection des candidatures

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2142-1 à R2142-2, R2142-6 à R2142-14 et R2142-25 du Code de la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché public et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :
 - ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
 - ☐ Niveau spécifique minimal exigé
- Capacité technique :
 - ☐ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
 - ☒ Niveau spécifique minimal exigé

Pour les **lots n°1, n°2, n°3, n°4, n°6, n°7 et n°8**, les candidats devront produire des attestations de formation amiante pour les travaux en sous-section 4 : **attestation opérateur de chantier, encadrement de chantier et encadrement technique**.

Si un candidat ne dispose pas des attestations de formation amiante pour les travaux en sous-section 4, il devra à l'appui de son dossier de candidature, présenter un sous-traitant disposant desdites attestations

Visite des lieux :

La visite des lieux est obligatoire. L'attestation de visite figurant dans le DCE doit être remise datée et signée.

9.2 - Critères de jugement des offres

Offres anormalement basses

Conformément aux articles L2152-5, L2152-6, R2152-3 et R2152-4 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Pour chaque lot et pour attribuer le marché public au soumissionnaire qui a présenté **l'offre économiquement la plus avantageuse**, le CHU Rouen Normandie se fonde sur les critères ci-dessous avec leur pondération :

Pour l'ensemble des lots :

- **Prix des prestations sur la base du montant porté à l'Acte d'engagement : 40 %**

Pour déterminer la valeur du critère prix des travaux, la note sera calculée comme suit : **(Prix du soumissionnaire le moins cher x 10) / prix du soumissionnaire à noter = note / 10**

Les prix globaux et forfaitaires portés à l'Acte d'Engagement (AE) prévalent sur ceux résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et servent de base à l'analyse des prix.

Si la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) comporte des erreurs d'opération ou de report, elles pourront être régularisées si cette dernière est qualifiée d'erreur matérielle.

Le soumissionnaire, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

- **Valeur technique sur la base des éléments contenus dans le mémoire technique : 60 %**
 - Références (équivalente nature du projet (en stérilisation) et travaux phasés)
 - Méthodologie travaux en phases
 - Moyens humains (avec encadrement) et matériel pour respecter le planning
 - Disposition pour maintien activité y compris disposition respect hygiène et disposition nuisances sonores
 - Ensemble des fiches techniques

La note sur 10 obtenue du critère est ensuite multipliée par le coefficient de pondération correspondant.

Les pondérations s'expriment en pourcentage.

La note finale obtenue est l'addition des notes pondérées pour chacun des critères, ce qui permet le classement des offres.

ARTICLE 10 - ECHANTILLONS

Il n'est pas prévu la remise d'échantillon ou de maquette.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ

L'attributaire est le soumissionnaire arrivant en tête du classement final.

Il a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse qui est retenue provisoirement.

Pour mémoire, le soumissionnaire retenu devra, pour se voir attribuer le marché public, remettre dans le délai indiqué par le CHU Rouen Normandie les documents suivants :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (JORF n°0077 du 31 mars 2019, texte n°14) ;
- Les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail le cas échéant ;
- Extrait KBIS de moins de 3 mois ou le numéro unique d'identification à défaut, document équivalent ;
- La copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire ;
- L'attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Le RIB.

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R2181-1 à R2181-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen
53, rue Gustave Flaubert
76000 Rouen Cedex
E-mail : greffe.ta-rouen@juradm.fr
Téléphone : 02 32 08 12 70
Fax : 02 32 08 12 71

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 à L551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L551-13 à L551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.